

POINTS CRITIQUES

Belgique-België
P.P.
1060 Bruxelles 6
1/1511

Revue de l'Union des Progressistes Juifs de Belgique

Numéro spécial

100ème anniversaire du Bund



Actes du colloque

Minorités, Démocratie, Diasporas

Décembre 1998/janvier 1999

Trimestriel

N°62/63

L'idéologie du Bund et la modernité

Professeur émérite à l'Université Paris VII-Denis Diderot, est président du Cercle Gaston Crémieux.*

Richard Marienstras a publié, en 1975, «Etre un peuple en Diaspora», qui reste un des jalons essentiels de la réflexion sur le monde juif contemporain.

**Valoriser la Diaspora, affirmer sa pérennité et son importance tant au sein du peuple juif que de la communauté française, préserver et développer la diversité des cultures juives, tels étaient quelques-uns des principes qui ont présidé à la fondation du Cercle Gaston Crémieux en 1967 par des intellectuels juifs de gauche qui ne se retrouvaient ni dans les organisations d'une gauche française peu réceptive aux minorités nationales ni dans les institutions, religieuses ou sionistes, de la communauté juive.*

La question de la lutte des classes fut l'une des premières à se poser aux jeunes intellectuels juifs et aux groupes juifs clandestins qui se formaient, à partir de 1880, en Lituanie et en Russie Blanche, principalement parmi les salariés de l'artisanat et de la petite industrie. Ils poursuivaient d'abord des buts purement économiques, puis, comprenant qu'il n'était pas possible de mener la lutte économique sans lutter en même temps contre l'absolutisme russe, elles s'engagèrent dans les voies révolutionnaires. On considère, à cet égard, que le discours prononcé par Martov (1) le 2 mai 1895 à Vilna, devant un petit groupe d'agitateurs juifs marxistes, est une étape importante dans la formation de l'idéologie du Bund. Il y affirme, bien sûr, que « *la lutte des classes est le seul moteur de l'histoire* », et que « *la destruction de l'idéalisme doit accompagner la destruction de l'aristocratie* » (2).

Agir en tant que Juifs

Mais il proclame aussi que les travailleurs juifs doivent agir en tant que juifs dans les luttes révolutionnaires, et démêler ce qu'il y a de spécifiquement juif dans les problèmes et les situations qu'ils affrontent. Les sociaux-démocrates juifs se sont, jusqu'à ces jours, contentés de s'aligner sur les ouvriers russes et n'ont fait que survoler les problèmes spécifiquement juifs. Ils n'ont pas créé « *de contacts avec les masses juives qui ne comprennent pas le russe* ». Bien qu'ils aient lié leurs espoirs à ceux du mouvement russe, ils ont élevé leur mouvement à un niveau que le mouvement russe n'avait pas encore atteint. Martov poursuit en affirmant que le prolétariat juif ne peut simplement s'en remettre aux prolétariats russe et polonais, car les dirigeants de ceux-ci pourraient être amenés à faire des concessions aux dépens des Juifs. Par conséquent, le prolétariat juif doit être prêt à combattre en tant que groupe juif organisé, aux côtés d'autres groupes, « *pour sa liberté économique,*

Les intertitres sont de la rédaction

civique et politique » (3). Et il ajoute: « Une classe ouvrière qui se contente de la situation d'une nation inférieure ne s'élèvera pas au dessus de la situation d'une classe inférieure. La passivité nationale des masses juives est aussi un obstacle à l'accroissement de sa conscience de classe. L'accroissement de la conscience de classe et celui de la conscience nationale doivent aller de pair » (4).

Bien que Martov, devenu un compagnon de Lénine (avant de passer aux mencheviks), eût ultérieurement attaqué les positions du Bund au moment de la polémique avec *I'ltra* (1902-1903), les formulations qu'il avait proposées dans ce discours intitulé *Sur les réalisations théoriques et pratiques du Mouvement*, et publié en 1900 dans une brochure ayant pour titre *Un tournant dans l'histoire du mouvement ouvrier juif*, ces formulations restèrent au centre des débats idéologiques du Bund pendant de longues années. D'abord, parce que la postulation révolutionnaire et la postulation nationalitaire furent souvent senties comme contradictoires, et parfois incompatibles. Ensuite, parce qu'il ressort clairement de l'analyse de Martov que le mouvement ne peut se contenter de n'être qu'un mouvement d'intellectuels qui irait éclairer les masses: celles-ci doivent participer à l'orientation du parti.

On a noté que, contrairement aux autres groupes révolutionnaires de Russie, formés le plus souvent de seuls intellectuels, le Bund fut gouverné, pendant presque toute son existence, avec la participation active des travailleurs. D'ailleurs, sur les treize participants (5) au congrès de fondation du Bund, les 8, 9, et 10 octobre 1897, cinq seulement étaient des intellectuels, les autres des artisans ou des ouvriers. Enfin, c'est cette conception de la vie du parti qui a incité une majorité de bundistes à refuser les conceptions autoritaires et centralisatrices de Lénine, et à revendiquer au cours de leur congrès de 1901 (quatrième congrès) une participation à l'union « fédérative » des partis sociaux-démocrates de Russie, ce qui leur valut les foudres de Lénine (je reviendrai là-dessus) et provoqua le passage de la majorité des bundistes chez les mencheviks au congrès de Londres de la SDR en 1903.

De l'agitation

L'importance de la lutte des classes fut également soulignée dans la fameuse brochure d'Arkady Kremer, *De l'agitation*, écrite en 1893 et publiée à Genève en 1896. Il y critique la tactique employée par les social-démocrates russes, qui ne prêtent pas assez d'attention aux besoins économiques des masses laborieuses. Ainsi, la lutte pour la liberté de parole et d'association ne sera comprise par les masses que si elles perçoivent que ces libertés sont nécessaires dans la lutte pour leurs propres intérêts. Pour stimuler la conscience politique du prolétariat, il faut lui faire clairement voir les conflits de classe qui existent dans la société capitaliste, en commençant par les conflits économiques mineurs, car de tels conflits seront pour eux plus évidents. Tout cela s'accompagnait de sorties contre les « théories du socialisme scientifique », ce qui, sans doute, devait frôler l'économisme que critiquera si vivement Lénine (6).

(1) Julius Osipovitch Zederbaum (1873-1923), ou Julius Martov. Il rompt avec Lénine au Second congrès du parti social-démocrate russe (1903) et rejoint les mencheviks. Il quitte la Russie en 1920, après la mise hors-la-loi des mencheviks. Voir I. Getzler, Martov, Political Biography of a Russian Social-Democrat (1967).

(2) Cité par Simon Doubnov, Histoire moderne du peuple juif, Paris, (1933), Éditions du Cerf, 1994, p. 1430.

(3) Résumé et citations dans Koppel S. Pinson, Jewish Social Studies; vol, VII, 1945, 233-264, p. 238-239.

(4) *Ibid.*, p. 239.

(5) Les treize étaient: Noab Abramov (Vitebsk), Pavel Berman (Minsk), Lon Goldman (Varsovie), Rosa Greenblatt (Byalistok), Mere Zhaludski (Varsovie), John Mul (Varsovie), Abrabam Mutnik (Vilna), Hirsch Sakora (Vilna), David Katz (Vilna), Hilel Katz (Byalistok), Israël Michel Kaplinski (Vilna), Viadimis Kassovski (Vilna), Arkady Kremer (Vilna).

(6) Citation et résumé dans Koppel S. Pinson, op. cit., p. 243 et 245.

Alors que dans cette brochure il ne parle pas des ouvriers juifs en tant que tels, dans son discours au congrès fondateur du Bund en 1897 il devait dire: « *Une union générale de toutes les organisations socialistes juives n'aura pas seulement pour but de lutter pour faire aboutir les revendications politiques russes en général; elle aura aussi pour tâche de défendre les intérêts spécifiques des travailleurs juifs, de lutter pour les droits civiques des travailleurs juifs et surtout de lutter contre les lois discriminatoires antijuives. Cela, parce que les travailleurs juifs ne souffrent pas seulement en tant que travailleurs, mais aussi en tant que juifs* » (7).

(7) Cité par Koppel S. Pinson, op. cit. p. 245.

Pertinence de la lutte des classes

Cette insistance sur la lutte des classes nous intéresse-t-elle encore aujourd'hui ? N'a-t-on pas, avec l'effondrement du socialisme réel et la réforme ou la transformation des partis communistes européens, remis la lutte des classes au vestiaire ? Précisons d'abord qu'il s'agit, aujourd'hui en tout cas, de la lutte des classes, pas de la guerre des classes. Et puis la notion n'est pas du même ordre que - disons - le centralisme démocratique. Il s'agit d'un fait social, qui existe, ou d'un fait qui n'existe pas.

Avouons-le: qui n'a pas un instant rêvé que la lutte des classes n'existait plus et qu'avec la mondialisation nous entrions dans l'ère où ne se joue que l'important combat du dirigisme contre le libéralisme ?

Nous rêvions, je crois. Mais nous n'avons pas rêvé que, le lundi 13 octobre 1997 peu après 15 heures, Jean Gandois, président du CNPF, a dit qu'il démissionnait de ses fonctions et expliquait qu'il est « *plus un négociateur qu'un tueur* », et qu'il n'a donc pas « *le profil nécessaire pour défendre les entreprises dans les prochains mois* ». Et qu'après la décision du gouvernement de légiférer sur les 35 heures, « *les entreprises n'ont d'autre choix qu'un combat très dur, sans pitié. Le dialogue social va être interrompu* »(8). Oui, nous avons bien entendu: au lieu du dialogue social, la guerre des classes entre des « tueurs » et le gouvernement ! Nous n'avons pas rêvé non plus quand nous avons vu et entendu Jean Gandois, vendredi 10 octobre, déclarer: « *Nous avons été bernés tout au long de cette journée. L'idéologie a triomphé de la raison. Nous avons perdu une bataille, mais nous ne perdrons pas la guerre* » (9). Certes, il devait déclarer, un peu plus d'une heure plus tard, au Journal de 20 heures de France 2: « *Non, je n'ai pas été berné car personne ne m'avait rien promis* ». Il reste que voici la lutte des classes réhabilitée par ceux-là mêmes qui en niaient le plus souvent l'existence: les patrons.

(8) Je cite d'après Le Nouvel Observateur du 16-22 octobre 1997, p. 56.

(9) *Ibid.*, p.57.

Du coup, on ne peut qu'applaudir Jacques Juillard, qui écrit: « *Oui, Jean Gandois a raison, la fixation à 35 heures de la durée légale du travail par le gouvernement Jospin est de nature idéologique. Et alors ? C'est cette même idéologie qui inspirait au début du siècle les syndicalistes révolutionnaires de la CGT quand ils proclamaient fièrement: à partir du 1er mai 1906, nous ne travaillerons plus que huit heures par jour* ». Il leur fallut attendre la loi du 23 avril 1919 pour obtenir satisfaction. C'est encore cette même idéologie qui était à l'œuvre en 1936 avec le mot d'ordre des quarante heures qui figuraient d'abord

dans le programme communiste avant d'être repris, sous la pression des grèves, par le gouvernement Léon Blum. Elle reposait sur cette idée simple et juste que le progrès technique doit se traduire à un moment donné par un progrès social. À quoi les patrons ont invariablement répondu que le temps n'était pas encore venu, et que « *le moment actuel était mal choisi, à cause de la concurrence internationale* » (10).

(10) *Ibid.* p.55.

Bien entendu, il n'y a plus guère de classe ouvrière juive en diaspora. Mais le monde a changé, et il n'est pas très difficile d'adapter aux considérables classes moyennes juives dans le monde les objectifs de justice sociale et de résorption du chômage contre lesquels le patronat vient de se prononcer. Les leçons du Bund, même sur ce plan, ne doivent pas être oubliées.

Questions culturelles et nationales

Le second trait de l'idéologie du Bund qui a beaucoup contribué à son originalité est l'insistance sur les questions culturelles et nationales. S'agissant de la question nationale, il est possible, selon certains historiens, de dire, en simplifiant, que le Bund traversa plusieurs étapes: du début jusqu'en 1901 la question fut généralement ignorée; de 1901 à 1905 prévalut la résolution adoptée par le Bund à son quatrième congrès tenu à Bialystok en 1901 où l'on peut lire : « *Le congrès affirme qu'un État tel que la Russie, composé qu'il est de nombreuses nationalités, doit à l'avenir être reconstruit en une fédération de nationalités dotées chacune d'une complète autonomie indépendamment du territoire où elle se situe. Le Congrès affirme que le terme « nation » doit également être appliqué au peuple juif. Considérant comme prématurée, dans les conditions présentes, la revendication de l'autonomie nationale en faveur des Juifs, le Congrès estime suffisant de lutter actuellement pour l'abrogation de toutes les lois discriminatoires dirigées contre les Juifs* » (11).

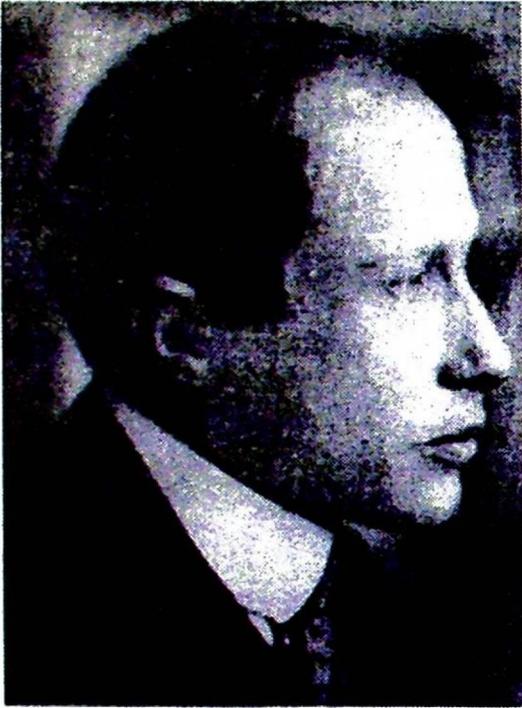
(11) Simon Doubnov, *op. cit.*, p.1432; Koppel S. Pinson, *op. cit.*, p.248.

Cette conception provoqua une vive réaction de Lénine, qui écrivit dans *l'Iskra*: « *L'idée tout à fait insoutenable d'une nation juive particulière est une idée réactionnaire, quant à sa signification politique. Partout en Europe la liquidation du Moyen-Age et le développement de la liberté politique ont été accompagnés de l'émancipation politique des Juifs, de leur renoncement au jargon, au profit de la langue du peuple au milieu duquel ils vivent et, d'une façon plus générale, d'une assimilation progressive et incontestable de la population juive à son environnement... La question juive aboutit à cette alternative: assimilation ou isolement. C'est ainsi que l'idée d'une nationalité juive est en opposition avec les intérêts du prolétariat juif* » (12).

(12) Cité par Simon Doubnov, *op. cit.*, p.1432.

La polémique se poursuivit en 1903 au congrès de Londres de la social-démocratie russe, pendant lequel se produisit la scission en mencheviks et bolcheviks, et où le Bund, après que le congrès eut repoussé la réorganisation du parti social-démocrate sur une base nationale et fédérative, quitta la social-démocratie russe pour n'y revenir qu'en 1906.

Entre 1905 et 1910, le Bund donna à son programme nationalitaire un relief plus marqué en demandant (6e congrès, 1905) une « *autono-*



Vladimir Medem

mie nationale et culturelle», sans formuler de programme concret, entendant seulement le libre usage du yiddish dans la vie publique et plus spécialement dans l'enseignement. Ce n'est qu'à partir de 1910 (8e congrès) que la revendication de l'autonomie nationale et culturelle fut assortie d'un programme concret d'activités -organisation de groupes culturels juifs - et ce fut aussi le premier congrès où les délibérations furent conduites essentiellement en yiddish.

La préoccupation nationale et culturelle (l'une épaulant l'autre) caractérisa le Bund tout au long de son existence, en Russie d'abord, puis, après sa disparition en Russie, en Pologne à partir de 1920. Le Bund, cependant, n'entérina jamais entièrement la notion de peuple juif.

Medem, en effet, rejetait à la fois l'assimilation et le romantisme nationaliste (ou le « mysticisme » nationaliste), développant une théorie dite du neutralisme, selon laquelle il convenait de reconnaître une nationalité juive ayant une langue, des mœurs, des coutumes et des problèmes spécifiques, mais pas de s'engager sur la forme que pourrait avoir une nation juive à l'avenir. Il répondit à Lénine avec une grande vigueur, rejetant la définition léniniste de la nationalité aux termes de laquelle le territoire et la langue sont constitutifs de la nation, les Juifs n'ayant ni l'un ni l'autre.

Medem

Medem répond que d'autres nationalités en Europe de l'Est n'ont pas de territoire, et que le yiddish, bien que peu développé comme langue de culture, a le mérite d'exister. Il montre d'autre part qu'en Europe orientale les gouvernements, en alliance avec les groupes nationaux majoritaires, tentent d'exclure de l'économie les groupes allogènes pour monopoliser le marché, selon une bonne logique capitaliste. Il faut donc défendre les groupes minoritaires contre les gouvernements et les majorités nationales. Là est le combat anticapitaliste.

Évoquant Kautsky, que Lénine utilisait pour combattre l'idée d'une nation juive, Medem affirme que Kautsky, comme Marx, demande aux populations allogènes de s'assimiler, comme si elles, et non les populations majoritaires, étaient responsables des conflits nationaux. Au lieu d'accuser les antisémites, Kautsky rend les Juifs responsables de l'antisémitisme (à cause de leur obstination à conserver une culture fossilisée), alors qu'il faut au contraire, pour comprendre le développement des Juifs, les étudier à la lumière de l'histoire. Bref, l'appel à l'assimilation n'a rien à voir avec la social-démocratie.

Ses positions changèrent, en 1910 d'abord, puis en 1916, dans un article intitulé *Tiefer in leben*, où il reconnaît qu'un « neutralisme » est insuffisant, et qu'un programme national (ou nationalitaire) implique une volonté nationale, la volonté de préserver quelque chose. Et Medem fut particulièrement actif à partir de 1916, c'est-à-dire après que les Allemands eurent occupé la Pologne, organisant des écoles et

des maisons d'enfants, et jetant les bases de programmes éducatifs qui, plus tard, se développèrent à travers l'*Organisation centrale des écoles yiddish*, ou CISHO (*Tsentral Yiddishe Shol Organisatsie*).

Selon Henri Minczeles, plus de 60 000 enfants fréquentèrent ces écoles dans l'entre-deux guerres: formidable concurrence aux écoles religieuses dont il s'agissait de détourner les enfants (13).

Ainsi, sans formuler de théorie relative au peuple juif, porté et soutenu par les masses juives, le Bund fut un vecteur national et culturel de première importance. N'oublions pas que si les bolcheviks ont féroceement attaqué le Bund, c'est parce que ses théories nationales et culturelles étaient un modèle pour d'autres nationalités de l'empire russe: les Lettons, les Arméniens et les Géorgiens en particulier.

On retiendra, pour servir à notre époque et à notre lieu d'existence, la formidable leçon que donne le Bund à tous ceux qui croient dans la nécessité d'une vie associative riche et diversifiée. Aux hommes et aux femmes qui font partie d'associations, qui s'y dévouent afin que leur vision particulière de la chose juive puisse survivre et se développer, demandons une pensée pour les bundistes qui, dans des conditions incroyablement adverses, ont non seulement réussi à s'organiser politiquement, créer des groupes d'autodéfense, des syndicats, des regroupements divers, des institutions pédagogiques et culturelles, mais ont contribué à l'extraordinaire explosion de la langue et de la littérature yiddish dans l'entre-deux-guerres. C'est une cause de douleur supplémentaire que de se dire que la Shoah n'a pas seulement éliminé presque toutes ces femmes, ces hommes et ces enfants, mais qu'elle a également supprimé l'avenir dont ils rêvaient.

La «do-hikeyt»

Mais ces hommes et ces femmes, au dévouement et souvent à l'héroïsme desquels il faut rendre hommage, nous ont laissé de quoi essayer, dans la mesure de nos faibles moyens, de placer nos pas dans leurs traces.

Ici, j'atteins le troisième terme de mon exposé: quelques considérations sur la «do-hikeyt».

Comme il est facile de traduire cela en anglais: *hereness*. Comme il est difficile de traduire cela en français: l'enracinement social et culturel. Ou l'être là... le fait d'être là... Quel pouvait être le sens d'un tel mot d'ordre, alors que tant de Juifs émigraient vers des cieux et des terres plus favorable? Était-ce donc le lieu singulier des *luftmenschen*? Non, la «do-hikeyt», à mon sens, n'indique pas un lieu, mais le rapport qu'on peut avoir à un lieu: là où tu es, là est ta vie et ton salut. On aura beau jeu d'évoquer la Shoah, mais il ne faut pas le faire, parce que après l'invasion hitlérienne, le lieu était devenu prison et abattoir. La «do-hikeyt» est un concept qui suppose le courage et la ténacité, mais aussi l'ouverture à autrui, juif et non juif. Notre destin n'est pas dans les verts pâturages, il est ici, en France ou en Belgique avec tous les Français et les Belges, et aussi avec les étrangers. Et il faut, dans la difficulté, imposer aux autres ce que nous sommes, étant bien entendu que nous les accepterons, s'ils ne sont pas destructeurs, tels qu'ils sont. Et ne

(13) Henri Minczeles, Histoire générale du Bund, Paris, Austral, p.402.

soyons pas, surtout pas, des sionistes par procuration. Nos excellents amis du CCLJ de Bruxelles, qui deviennent de plus en plus sionistes belges et contents de l'être, avaient un très bon mensuel, *Regards*. Depuis peu, à force de sionisme, il ressemble à une brochure d'agence de voyage... On y passe d'un paysage israélien à un autre.

Car ce qui caractérise l'existence juive en Diaspora, c'est la fidélité ou l'attachement à des ensembles culturels multiples dont on peut, dans une certaine mesure, se détacher ou se libérer. Depuis plusieurs siècles, un grand nombre de Juifs savent que l'appartenance au groupe minoritaire est un acte volontaire puisqu'on les somme de s'assimiler ou même de se convertir, ils savent que tout ensemble culturel est consciemment maintenu, qu'il est une création humaine, et que l'on peut donc *choisir ou vouloir* son appartenance, *choisir ou vouloir* son identité ou ses identités. Alors que jadis, on naissait dans sa culture d'origine, et que cela restait une détermination absolue, cela n'est plus aujourd'hui qu'une détermination relative. Et même si cette conscience là n'est pas partagée par le très grand nombre, elle nous oblige à comprendre l'appartenance culturelle et l'identité culturelle en des termes nouveaux. Sans le formuler, les bundistes, je crois, les comprenaient ainsi. Les farouches attaques de Medem contre la bourgeoisie assimilatrice sont très révélatrices à cet égard. Et c'est encore Medem qui insista sur la nécessité de développer des organisations collectives pour renforcer la culture individuelle et le sentiment national. On peut d'ailleurs penser que si une partie de la gauche (à commencer par Lénine !), a naguère estimé que l'avenir normal des Juifs ne pouvait être que l'assimilation, c'est qu'après l'émancipation, c'est à dire après les Lumières, l'appartenance au judaïsme (comme d'ailleurs toute appartenance religieuse) apparaissait comme un choix fait par l'individu ou le groupe, alors que l'appartenance à la culture nationale majoritaire était sentie comme une fatalité ou un fait de nature. Il était fatal, donc *naturel*, d'être français, il était optionnel, donc *artificiel*, d'être juif.

Mais la fragilité des ensembles nationaux et culturels à travers le monde a radicalement changé cela: les cultures *se veulent* désormais, comme la maternité ou l'économie planifiée. Les jeunes Occitans déculturalisés, les Noirs américains dont la culture « noire » est infiniment plus mythique que la culture juive, les Bretons qui hantent Paris depuis trois générations peuvent, s'ils le *veulent*, modifier l'assiette générale de leur appartenance, rétablir un lien avec une histoire, un groupe spécifique, des coutumes, bref, fonder une solidarité sur autre chose que des mots d'ordre politiques et dire « nous » à nouveau, malgré le système majoritaire où chaque individu est complètement isolé face à l'État (14). Efforcez-vous donc de vous grouper, de vous fédérer, afin de transmettre ce que vous pouvez de tel ou tel héritage qui vous est cher. Une affiliation à un groupe existant ou, pourquoi pas, la création d'un groupe nouveau vous donnera des soucis supplémentaires et, petit à petit, ces soucis donneront un meilleur sens à votre vie. C'est en tout cas ce que je vous souhaite ■

(14) J'adapte ici une page de mon livre *Etre un peuplé en diaspora*, Paris, Maspéro, 1975.